



EMMANUEL MACRON, LE MASQUE DE HOLLANDE, 23 MARS 2017

Emmanuel Macron est un jeune homme qui se cherche. Le 4 décembre 2014 il affirmait « je suis socialiste et je l'assume », le 21 avril 2016 il déclarait qu'il était « et de droite et de gauche », le 22 août 2016 il poursuivait : « l'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste ». Pourtant l'analyse des parrainages adressés au Conseil constitutionnel montre que ce sont les seuls parlementaires de gauche qui l'ont soutenu.

Ainsi la chose est claire, la candidature d'Emmanuel Macron est destinée à permettre le retour masqué de cette deuxième gauche chère à François Hollande, retour qui consacrerait la partition en trois de la gauche : Mélenchon, Hamon, Macron. Après l'échec caractérisé du quinquennat de François Hollande, il est surréaliste d'imaginer que la gauche soit majoritaire dans le pays, comme le sondage Ifop Rolling du 21 mars le constate avec les 48,5% de ces trois candidatures de gauche auxquels il faut ajouter les scores des « petits » candidats de gauche.

Comment comprendre que des voix de droite se laissent capter par une manœuvre qui ressemble de plus en plus au radeau de la Méduse récupérant les naufragés du suffrage universel, alors que ces électeurs n'ont cessé de s'opposer à la politique que M. Macron a conseillé et conduit ? A supposer l'élection d'Emmanuel Macron, quelle majorité lui permettra de gouverner ensuite ? Il y a répondu en annonçant « une majorité de coalition pour gouverner » car M. Macron ne croit pas à une majorité présidentielle issue de son seul mouvement, ajoutant même « ce n'est pas possible, ce n'est pas souhaitable ». Mais alors, ***quels seraient le poids et l'influence des ralliés venus de la droite ? Forcément peu de chose, une variation de plus sur le thème de l'ouverture. L'opération Macron est la tentative politicienne pour sauver la gauche d'une défaite, pourtant programmée. Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut voir.***

Dettes publiques. Il faut ensuite se pencher sur le programme de M. Macron pour comprendre son improvisation : pour lui la question essentielle n'est pas de redresser la situation de la France mais de faire plaisir au plus grand nombre. Pourtant l'urgence est d'éviter le drame que

sera pour notre pays la remontée des taux d'intérêt, remontée déjà engagée, alors que la dette publique s'élève à 2.200 milliards €, et représente près de 100% du PIB. Il est donc indispensable et urgent de réduire la dépense publique, qui atteint 57% du PIB, après la gabegie que nous avons connue, dont l'objectif n'était bien souvent que la recherche, vaine, d'une popularité pour le chef de l'Etat, et qui a conduit à créer de nouvelles structures administratives, destinées à encadrer toujours davantage la population.

Cette dette ne fait que s'aggraver puisque le déficit budgétaire de 2016 qui atteint 69 milliards €, augmente encore d'autant l'endettement, comme chaque année. Sous le titre pompeux « Sérieux et Responsabilité », le projet de M. Macron propose de réduire la dépense publique de 60 milliards € sur cinq ans. C'est dérisoire : non seulement l'endettement continuera d'augmenter mais le candidat se garde bien de dire quelles dépenses il réduit.

D'une manière générale, ***dans son programme, enfin révélé, les promesses alléchantes sont nombreuses et répondent à la mode, mais la mise en œuvre, le financement et les conséquences ne sont jamais évoqués.***

Exemplaire de légèreté et d'un manque de réflexion est la proposition d'un service militaire d'un mois pour encadrer 600 000 jeunes. La durée ne permet de former personne ni à la défense ni à autre chose et n'assure aucune mission d'intérêt général, mais elle coûterait de l'ordre de 30 milliards € pendant le quinquennat. A moins que le but ne soit seulement de faire baisser les statistiques du chômage des jeunes !

On s'amuse des promesses de baisses d'impôts venant de l'ancien conseiller économique de François Hollande puis ministre titulaire de Bercy, ou de la promesse d'exonérer de charges sociales les heures supplémentaires. Que n'y a-t-il pensé plus tôt ! On s'indigne de la démagogie sur les retraites pour lesquelles ni l'âge de départ à la retraite, ni le niveau des pensions ne seront touchés. On rit des catalogues à l'ancienne de mesures destinées à catégoriser les clientèles électorales, même si elles existent déjà comme la généralisation d'Erasmus aux apprentis.

Absolutisme présidentiel. La démocratie serait-elle vraiment « rénovée » par des mesures, certes attendues par l'opinion, mais qui ne remettront aucunement en cause l'absolutisme présidentiel qui tétanise la vie politique de ce pays. ***Rien non plus pour promouvoir la décentralisation, confisquée encore un peu plus avec la suppression de la taxe d'habitation*** des communes, remplacée par une dotation hypothétique, qui met encore davantage les communes sous la tutelle de l'Etat et engage la suppression définitive de leur autonomie fiscale. Rien sur les privatisations alors que l'Etat est le plus mauvais des actionnaires et gèle ses finances dans des entreprises non stratégiques.

Comment ne pas comprendre que cette bulle électorale sans perspective éclatera tôt ou tard ? Car elle est la rencontre hasardeuse de l'insatisfaction profonde de notre population à l'égard d'un Etat qui ne se réforme pas, dont le contrôle social augmente de jour en jour, d'une administration qui ne connaît aucune alternance et finit toujours par imposer sa politique, de médias qui font leur commerce de la recherche passionnée de la nouveauté et des faits divers, et de l'ultime manœuvre d'une gauche qui a échoué et se sait en perdition.